



Initiative  
Pauvreté-Environnement



## **REPUBLIQUE DU MALI**

Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable  
(MEADD)

Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

## **NATIONS UNIES**

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  
Organisation des Nations Unies pour l'Environnement (ONU-Environnement)

## **Projet**

**Initiative Pauvreté Environnement (IPE-Mali)**

# **Rapport de Progrès Annuel du Projet Initiative Pauvreté-Environnement-Mali (IPE-Mali) (1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2017)**



**Janvier 2018**

## **TABLE DES MATIERES**

<b>Préambule .....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>I. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET.....</b>	<b>3</b>
<b>I. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE .....</b>	<b>5</b>
<b>II. RESUME DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2017.....</b>	<b>5</b>
<b>III. PROGRES REALISES AU COURS DE L'ANNEE 2017 .....</b>	<b>7</b>
<b>V. LEÇONS APPRISES .....</b>	<b>15</b>
<b>VI. RISQUES ET HYPOTHESES.....</b>	<b>16</b>
<b>VII. CONCLUSION /PERSPECTIVE.....</b>	<b>16</b>
<b>VIII. ANNEXES .....</b>	<b>17</b>
<b>Annexe 1 : Plan de travail annuel 2017 (version initiale Décembre 2016).....</b>	<b>18</b>
<b>Annexe 2 : Plan de travail annuel 2017 (version révisée du 26 septembre 2017).....</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 3 :Matrice de rapportage (Annexe à la section narrative).....</b>	<b>35</b>
<b>Annexe 4 : État de mise en œuvre du PTA 2017 au 31 décembre 2017 .....</b>	<b>49</b>
<b>Annexe 5: Matrice de rapportage des performances techniques de l'année 2017 .....</b>	<b>53</b>
<b>Annexe 6: Renforcement des capacités année 2017 .....</b>	<b>55</b>

# Préambule

*Le projet Initiative Pauvreté et Environnement (IPE) – Mali initié sous l’égide de l’Initiative Pauvreté-Environnement PNUD-PNUE (IPE PNUD-PNUE) cherche à renforcer la contribution de la gestion durable de l’environnement et des ressources naturelles à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique durable et à l’atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)<sup>1</sup> et ceux du Mali au-delà de 2015.*

*Mis en œuvre par le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (MEADD), en collaboration avec la Cellule technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) du Ministère de l’Economie et des Finances (MEF), la phase actuelle de l’IPE/Mali entre dans le cadre de la Phase II de l’IPE globale qui permettra au Mali de consolider les acquis antérieurs et actuels du programme en termes d’intégration des liens pauvreté-environnement dans les processus de planification nationaux et/ou sectoriels, notamment dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR)<sup>2</sup> et les plans de développement y afférents.*

*L’élaboration de ce rapport annuel est une conditionnalité du PNUD et du PNUE et fait partie du mécanisme de contrôle, de suivi et de gestion du projet. Il est préparé pour refléter les progrès réalisés sur la base du Plan de Travail Annuel (PTA) et pour évaluer les performances du projet et sa contribution à l’atteinte des résultats attendus.*



---

1NB : Au cours de la mise en œuvre de l’IPE-Mali (année 2015), les OMD ont été remplacés par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

2 Le CSCR a été aussi remplacé en 2016 par le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018.

## INTRODUCTION

Le présent rapport de progrès annuel est la synthèse des résultats atteints par le projet Initiative Pauvreté-Environnement (IPE- Mali) dans la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017. Conformément au mécanisme de suivi du projet, il est élaboré pour faire le point des avancées enregistrées dans le cadre de l'intégration des liens pauvreté- environnement, du genre et du changement climatique la planification et la budgétisation nationales, sectorielles et locales au Mali. Il met aussi en exergue l'état de mise en œuvre des activités planifiées, les contraintes notées, les leçons apprises, la perception des parties prenantes et les ressources financières qui ont permis d'atteindre les résultats qui y sont décrits.

2017 correspond à la dernière année de mise en œuvre de l'IPE-Mali, ainsi ce document présente de façon sommaire les perspectives pour la consolidation des acquis et la mise en œuvre des activités résiduelles durant la phase d'extension de janvier à mars 2018.

Ce rapport de progrès annuel 2017 du projet IPE-Mali comprend sept (07) grandes parties et six (06) annexes qui permettent d'apprécier les efforts consentis par le Gouvernement du Mali, le PNUD-Mali et ONU-Environnement à travers l'IPE-Afrique pour l'atteinte des objectifs visés pendant la période de rapportage.

## I. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

❖ **Titre du projet** : Projet Initiative Pauvreté et Environnement (IPE-Mali)

❖ **Numéro award du projet (référence ATLAS)** :

PNUD/TRAC (04000)	00046427/00040874
IPE/AFRIQUE (30000)	00075132/00088621
IPE/AFRIQUE (30079 – Union Européenne)	00075132/00088621
Gouvernement du Mali	00046427/00040874

❖ **Objectifs du projet**

Les objectifs du Projet Initiative Pauvreté -Environnement (IPE) du Mali consistent à renforcer la contribution de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique durable et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et ceux du Mali au-delà de 2017. Cette présente phase de l'IPE/Mali entre dans le cadre de la Phase II de l'IPE globale. Elle vise à consolider les acquis antérieurs et actuels du programme en termes d'intégration des liens pauvreté- environnement dans les processus de planification nationaux et /ou sectoriels - notamment dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR)<sup>3</sup> et les plans de développement y afférents.

❖ **But du projet**

Le but du projet est d'améliorer la mise en œuvre des objectifs de développement par une meilleure intégration des liens pauvreté- environnement dans les politiques, plans et cadres budgétaires associés pour une meilleure utilisation des ressources naturelles en tant que composante clé de la lutte contre la pauvreté.

---

<sup>3</sup>Le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2012-2017 a été remplacé depuis avril 2016 par le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable 2016-2018. Ce dernier document est actuellement le cadre de référence en matière de planification du développement socio-économique du Mali.

❖ **Effets**

- **Effet UNDAF** : Les groupes vulnérables y compris les populations déplacées disposent des capacités leur permettant de vivre dans un environnement sain et sont mieux protégés contre les maladies hydriques.
- **Effet du CPAP / Sous-programme pauvreté**: Un développement durable promu par une meilleure gestion de l'environnement par les secteurs privé et public, et en particulier les collectivités locales est renforcé.

❖ **Durée du projet**: 2014-2017

- **Date de démarrage** : Novembre 2014
- **Date de clôture** : Décembre 2017<sup>4</sup>

❖ **Modalités d'exécution** : exécution nationale (NEX)

→ **Agence d'exécution**

La tutelle administrative et financière du projet IPE-Mali est assurée par le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) qui en est l'agence d'exécution. Le MEADD a pour mandat d'assurer le développement de protocoles d'accord avec les programmes connexes existants.

→ **Agence de réalisation/ de mise en œuvre**

L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) est l'agence de réalisation. L'AEDD est le responsable technique de la mise en œuvre du projet, notamment à travers la Cellule nationale de Coordination.

❖ **Bailleurs**

Le projet est financé par ONU-Environnement [Ex Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)/Kenya], le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)/Mali, et le Gouvernement du Mali.

❖ **Budget total**

Comme indiqué dans le document de projet, le montant total du financement de cette phase du projet s'élève à la somme de **3 600 000 USD** et se repartit comme suit :

- contribution du Gouvernement du Mali : **857 600 USD** ;
- contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement : **1 200 000 USD**;
- contribution d'ONU-Environnement (Ex Programme des Nations Unies pour l'Environnement, PNUE) : 1 600 000 USD.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget par contributeur et ainsi que le taux de financement pour chacun.

Partenaires	Contributions en USD	%
ONU-Environnement (Ex PNUE - IPE – Afrique)	1 600 000	45
PNUD – Mali	1 200 000	33
Gouvernement - Mali	800 000	22
<b>Totaux</b>	<b>3 600 000</b>	<b>100</b>

<sup>4</sup>Une période d'extension de 3 mois (janvier à mars 2018) a été accordée pour la mise en œuvre des activités résiduelles et la clôture opérationnelle du projet.

## ❖ Repartition annuelle des contributions

Le tableau suivant donne la répartition du budget par contributeur et par an :

Partenaires	Contributions en USD/ans				Totaux
	2014	2015	2016	2017	
ONU-Environnement - IPE – Afrique	400 000	400 000	400 000	400 000	1 600 000
PNUD – Mali	300 000	300 000	300 000	300 000	1 200 000
Gouvernement - Mali	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
Totaux	900 000	900 000	900 000	900 000	3 600 000

## II. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

La stratégie de mise en œuvre l'IPE/Mali est fondée sur le partenariat et la synergie avec les parties prenantes impliquées dans la protection de l'environnement en général et la gestion durable des ressources naturelles en particulier (structures techniques de l'Etat, partenaires Techniques et Financiers, Société civile, etc.). Ce partenariat est mis en œuvre autour d'un certain nombre de principes :

- ✓ le renforcement de la collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances pour une meilleure reconnaissance de l'importance des liens pauvreté –environnement pour le développement économique, social et culturel;
- ✓ la bonne implication de certains secteurs stratégiques (mines, énergie, développement rural, etc.) afin qu'ils inscrivent leurs politiques dans une perspective de durabilité environnementale;
- ✓ le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles du ministère en charge des questions environnementales afin de l'aider à mieux jouer son rôle d'appui aux autres secteurs;
- ✓ l'application du principe de la transversalité du genre dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques, stratégies et budgets de développement;
- ✓ Un effort d'implication et de coordination avec l'Unité Politiques et Stratégies du PNUD Mali, de concert avec l'Unité en charge de l'environnement.

Certaines thématiques développées au niveau national, notamment l'intégration des changements climatiques dans le système de planification et de budgétisation ainsi que la prise en compte de la durabilité environnementale dans les processus décisionnels dans la perspective d'une lutte contre la pauvreté ont été étendues au niveau décentralisé pour favoriser une rationalité entre les capacités générées au niveau national et les efforts de développement en cours au niveau décentralisé. Cependant et vue la situation actuelle nationale, une telle implication du niveau local est examinée au cas par cas sur la base des contraintes et opportunités qu'offrent les milieux décentralisés.

## III. RESUME DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2017

Les activités programmées dans le PTA initial pour la période janvier- décembre 2017 sont exécutées par trimestre conformément au mécanisme de mise en œuvre du projet. Elles ont fait l'objet d'un réexamen au cours du comité de pilotage du 26 septembre 2017 pour les mettre en cohérence avec le contexte de fin de projet. Ces activités prévues pour chaque résultat pour la période 2017 se présentent ainsi qu'il suit :

❖ **Résultat 1 : les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.**

- Appui technique et financier à la CT-CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD.
- Révision de l'Etude économique – environnementale.
- Suivi et rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali.
- Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques.

❖ **Résultat 2 : Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.**

- Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la Politique de Développement Agricole (PDA).
- Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière.
- Participation régulière aux travaux des groupes des PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté- environnement dans les cadres de concertation intra partenaires.
- Appui technique et financier à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.
- Appui à l'élaboration du Code de l'Environnement.
- Organisation d'une consultation nationale pour l'élaboration d'une note conceptuelle de pérennisation des acquis en vue d'une intégration des liens p-e dans les ODD ;
- Appui technique à 26 collectivités territoriales pour l'intégration effective des changements climatiques dans leurs PDESC.
- Organisation de sessions de formation pour la prise en compte des changements climatiques dans les PDESC de 15 collectivités territoriales.

❖ **Résultat 3 : Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud.**

- Organisation d'un voyage d'études et d'échanges au Mozambique sur la codification des composantes environnementales.
- Participation à la Réunion régionale Afrique de l'IPE-Afrique.
- Mise en œuvre du partenariat avec les universités.
- Mise en œuvre du partenariat avec UNCDF/ LOCAL.
- Mise en œuvre du partenariat avec la GIZ.
- Mise en œuvre de la stratégie de communication d'IPE- Mali.

❖ **Résultat 4 : Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mis en place**

- Suivi du projet.
- Gestion de la cellule de coordination.
- Formation et renforcement des capacités du personnel et des experts.
- Audit du Projet.
- Evaluation finale du Projet IPE-Mali.

## IV. PROGRES REALISES AU COURS DE L'ANNEE 2017

Conformément au Plan de travail annuel et à la revue du PRODOC de l'IPE-Mali<sup>5</sup>, la mise en œuvre des activités en s'est inscrite dans la poursuite du partenariat avec les acteurs impliqués dans la planification du développement socio-économique et la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles (structures techniques de l'Etat, institutions de la République, collectivités territoriales, société civile, partenaires techniques et financiers du Mali dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques, etc.). Les résultats des activités de l'année 2017 sont indiqués ci-dessous pour chaque produit.

***Produit 1: Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté- environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.***

### **Résultat (R1)**

Le projet a contribué de façon substantielle au renforcement et à la consolidation des capacités techniques et institutionnelles du Mali pour (1) la domestication des Objectifs de Développement Durable (ODD), mais aussi en matière (2) d'évaluation et d'audit sur l'environnement avec l'institutionnalisation imminente de l'évaluation environnementale stratégique, (3) de mise en cohérence de la Politique de Développement Agricole (PDA) avec le Plan National d'Investissements Agricole (PNISA) ; (4) d'intégration des dimensions transversales telles que le genre et la gestion durable de l'environnement ainsi que la responsabilité sociétale dans la politique minière et son plan d'actions en cours d'approbation par le Gouvernement.

L'appui technique de l'IPE-Mali a favorisé une meilleure communication et coordination non seulement entre les partenaires techniques et financiers du secteur de l'environnement et du changement climatique, mais également entre ces derniers et le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD).

\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*~\*

### **Produits générés ou capitalisés pour l'atteinte du Résultat 1**

Plusieurs produits /outils ont été générés ou capitalisés pour servir de base de travail pour les acteurs techniques et, de prise de décision pour les autorités politiques.

- a) Les documents finaux du Rapid Integrated Assessment et des cibles prioritaires ainsi qu'une Note d'analyse de la situation de l'environnement et des ressources naturelles au regard du contexte socio-économique du Mali élaborés avec l'appui technique de l'IPE-Mali ont servi de base à la mission d'appui conjointe du Système des Nations Unies au Mali et au Rapport de « Mainstreaming Acceleration et Policy Support » (MAPS) pour la mise en œuvre des ODD au niveau national.
- b) **Trois (03) projets de décrets assortis de trois (03) guides respectivement sur l'Etude d'impact Environnemental (EIE), l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) et l'Audit Environnemental (AE) ont été élaborés et validés par les instances techniques compétentes et seront approuvés incessamment.**

<sup>5</sup>Le Plan de travail annuel et la revue du PRODOC de l'IPE-Mali ont été respectivement validés par les Comités de Pilotage de novembre 2016 et de septembre 2017,

- c) L'Évaluation Environnementale Stratégique de la PDA et la note politique qui l'accompagne ont servi de base de collaboration et d'appui formulé par le département chargé de l'agriculture pour une mise en cohérence de cette politique avec son outil opérationnel.
- d) L'analyse économique du secteur minier et des défis liés à la préservation de l'environnement ont mis en exergue des recommandations sur la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, la responsabilité sociétale des entreprises minières ainsi que la nécessité d'une réorganisation du sous-secteur de l'orpaillage qui été prises en compte dans le plan d'actions de la Politique de Développement du Secteur Minier et Pétrolier en cours d'adoption.

Ces résultats décrits ont été obtenus suite aux activités ci-dessous :

**Activité 1 : Un « Appui technique et financier à la CT/CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD »** qui a été principalement dominé par un soutien technique au processus d'internalisation des ODD au Mali en étroite collaboration avec l'Unité Politique et Stratégies du PNUD Mali avec une contribution active à la formation des acteurs à l'outil « Rapid Integrated Assessment<sup>6</sup> » des structures nationales, y compris l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable et les onze (11) Cellules de Planification et Statistiques (CPS). Ceci a abouti à l'alignement du Cadre Stratégique pour la Croissance et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) aux ODD et la priorisation des cibles conformément aux orientations stratégiques du Mali. Cet exercice a été capitalisé dans la mission conjointe de « Mainstreaming and Policy Support » (MAPS) dont l'objectif a été d'appuyer le Mali à définir une approche pour une mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Afrique dans un contexte de fragilité.

L'IPE-Mali relation avec IPE-Afrique et le Team Leader du « Cluster Réduction des Risques de Catastrophes et changements Climatiques » du Centre Régional de Services pour l'Afrique du PNUD (RSCA), basé à Addis-Abeba ont élaboré l'analyse de la situation de l'environnement et des ressources naturelles au regard du contexte socio-économique du Mali. La note finale est disponible. Elle a été capitalisée dans les différentes présentations de la mission faites devant les parties prenantes, notamment les onze (11) cellules de planification et statistiques et la Primature.

**Activité 2 : Une « Révision de l'étude économique environnementale »** dont le rapport provisoire est disponible. L'objectif de cette étude est de disposer d'informations détaillées et de preuves tangibles sur les bénéfices économiques liées à la gestion durable de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et leurs conséquences positives sur la pauvreté. Les dispositions sont en cours pour sa validation par les différentes instances compétentes.

**Activité 3 : Un « Suivi et un rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali »** à travers une assistance technique constante au Groupe de Travail Suivi-Evaluation (GTSE) de l'UNDAF+, en appui au PNUD. A cette occasion, le projet a pris part au processus d'évaluation à mi-parcours du CPD du PNUD et de l'UNDAF+ du Mali, ainsi qu'à la production du rapport de mise en œuvre 2016 de l'UNDAF+ du Mali qui a capitalisé les efforts fournis pour l'intégration des changements climatiques dans les Programmes de Développement Economique, Social et Culturels des communes rurales. La présence de l'IPE-Mali à ces différents processus a permis de refléter une démarche holistique sur des questions développement en faisant le lien avec la durabilité environnementale et le respect du genre.

---

<sup>6</sup>Evaluation Intégrée Rapide qui est un outil qui promu par le SNU dans le cadre de son appui aux pays pour la mise en œuvre des ODD.

**Activité 4 : Un «Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques »** qui s'est fait en partenariat avec la GIZ. Le processus a abouti à trois (03) avant-projets de décrets et (03) guides relatifs aux évaluations environnementales (EES, EIES) et à l'audit environnemental (AE) qui ont été validés par le Conseil National de l'Environnement le 24 avril 2017, sous la présidence du Madame Aida Mbo-KEITA, Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable. Les projets de décrets et les guides validés, (notamment le projet de décret sur l'Evaluation Environnementale Stratégique, EES) sont en cours d'adoption. Avec ces textes, le Mali améliorera son cadre réglementaire en matière d'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux de ses activités de développement, y compris les effets et mesures d'adaptation aux changements climatiques. De façon spécifique, l'évaluation environnementale stratégique sera institutionnalisée ; ce qui permettra d'avoir une démarche unique et bien précise en la matière.

**Activité 5 : Un « Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA »** dont les résultats ont été restitués aux acteurs du secteur du développement rural en collaboration avec la Cellule de Planification et Statistiques du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR) et la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA). L'objectif est de mettre en cohérence la PDA et la PNISA aux niveaux national et régional avec l'introduction des actions de durabilité annoncées dans le document d'orientation politique telles que l'adaptation au changement climatique, la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et de l'eau et la promotion du genre.

**Activité 6 : Un « Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière »** sur la base des résultats de l'analyse économique dudit secteur et des défis liées à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles faite en 2015, et dont un des objectifs était d'influencer la nouvelle politique de développement du secteur minier et son plan d'actions. Ainsi, le plan d'actions de la politique de développement du secteur minier et pétrolier portent désormais une attention particulière aux préoccupations de durabilité principalement aux liens pauvreté-environnement, à la responsabilité sociale des entreprises minières, la préservation et la gestion de l'environnement, la réhabilitation des sites d'exploitation, la prise en compte de l'après mine, l'adoption des pratiques d'exploitation durable et respectueuses de l'environnement dans l'orpaillage, la mise en place de cadres de concertations entre l'administration, les collectivités territoriales et les groupements des orpailleurs etc..

**Activité 7: Une « participation régulièrement aux travaux des groupes PTFs environnement/ changements climatiques pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires »**, qui a permis à l'IPE-Mali d'apporter un appui technique aux PTFs pour une meilleure coordination et communication de leurs activités et un renforcement du dialogue avec le Gouvernement. Cette assistance technique a permis aux PTFs du Groupe thématique Environnement/Changement Climatique du Mali à coordonner leurs activités entre eux et à dialoguer d'une seule voix avec le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable sur un certain nombre de questions stratégiques comme la prise en compte de la durabilité environnementale dans le CREDD, la mise en œuvre de la contribution commune déterminée au niveau national, l'amélioration du cadre politique et institutionnel de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, etc.

L'assistance de l'IPE-Mali a porté sur (i) l'organisation des réunions mixtes entre les PTFs du Groupe thématique Environnement/Changements Climatiques (GT/ECC) et le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, (ii) la coordination de leur participation aux différentes revues annuelles et budgétaires du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine

de l'Etat et celle du CREDD-ODD-SCAP II<sup>7</sup> ; et (iii) la conception de notes de communication, d'analyses et synthèses comme outil de base aux activités du groupe.

La note finale d'analyse du rapport 2016 de revue conjointe du CREDD-ODD-SCAP II produit avec l'appui de l'IPE-Mali est disponible et a permis au PTFs de parler d'une seule voix au cours de ces exercices de revues importants.



« L'ampleur et la consistance des défis environnementaux en général et des changements climatiques en particulier font l'objet d'une attention particulière des plus hautes autorités de notre pays...avec vos divers appuis, le Mali a pu entreprendre plusieurs actions parmi lesquelles...l'intégration des dimensions environnement et changements climatiques dans le CSCR et leur réaffirmation lors de la revue du CREDD ; .... ».

*Madame Aida Mbo-KEITA, Ministre de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable à l'occasion de la réunion mixte MEADD/PTFs du GT/ECC du 8 mai 2017*

Crédit Photo : [www.bamana.com](http://www.bamana.com)

<sup>7</sup>SCAP II = Stratégie Commune d'Appui Pays qui est le cadre global d'appui commun de tous les PTFs du Mali. Il s'étale sur la période 2016-2018. Le Projet a appuyé l'évaluation de la SCAP II au nom du PNUD, en sa qualité de Coordonnateur du GT/ECC.



**Activité 9 : Un appui à l’AEDD pour la finalisation du « Rapport national sur l’état de l’environnement du Mali pour la période (2012-2014)»** produit en 2015 et dont l’objectif est, entre autres de fournir des informations sur l’évolution des principales composantes environnementales et de faire un état des lieux de la gouvernance dans le secteur en vue d’éclairer la prise de décision.

**Activité 10 : Un «Appui à l’élaboration du Code de l’Environnement du Mali »** dont deux produits à savoir **l’analyse de la cohérence des textes environnementaux et l’avant-projet de loi portant Code de l’environnement du Mali** sont disponibles. Ils seront soumis pour validation au comité national de suivi mis en place. Pour rappel, l’objectif général cet instrument légal est de contribuer au développement durable du Mali en mettant en cohérence le dispositif juridique de gestion de l’environnement et des ressources naturelles, y compris leur utilisation, leur valorisation, leur protection, leur préservation et leur restauration à des fins de développement durable.

**Activité 11 : « L’organisation d’une consultation nationale pour l’élaboration d’une note conceptuelle de pérennisation des acquis en vue d’une intégration des liens p-e dans les ODD »** dont la finalité est de développer la note conceptuelle d’un nouveau projet pauvreté-environnement pour le Mali n’a pas encore abouti aux résultats escomptés.

Le processus de formulation d’une note conceptuelle et d’un document de projet est toujours en cours. Ce nouveau projet pauvreté- environnement une fois formulé, viendra en en appui à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et des cibles prioritaires pour le Mali.

**Activité 12 : Un « Renforcement des capacités des collectivités territoriales pour une intégration effective des changements climatiques dans leur PDESC. Ainsi, les dix (10) communes de Kalabancoro, Mountougoula dans le cercle de Kati, de Benkaki dans le cercle de Banamba et de Dinandougou cercle de Koulikoro (Région de Koulikoro), de Djeguena, de N’torosso et de Karaba dans le cercle de San (Région de Ségou), Sanekuy dans le cercle de Tominian (région de Ségou), Boura cercle de Yorosso (région de Sikasso), Faléa dans le cercle de keniaba (région de Kayes) ont bénéficié « d’un appui technique et financier pour l’intégration effective des changements climatiques dans leurs PDESC. ,**

Ces dites communes ainsi que celle de Simby soutenue en 2016 dans le cadre de la collaboration avec UNCDF-Local ramène à **onze (11) le nombre de collectivités territoriales ayant intégré la durabilité environnementale dans la planification et la budgétisation de leur développement.**

**Activité 13 : Un « renforcement de capacités techniques des collectivités territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC »,** qui a été une activité de formation des acteurs à la base a été entreprise en 2017 dans les communes de Koury, Bellen, Dinandougou et Ntorosso. Ces collectivités territoriales ont acquis les capacités techniques nécessaires pour intégrer la dimension climatique dans leur outil de planification et de budgétisation locales. Au total, on notera l’existence d’une importante expertise pour ces quatre collectivités territoriales composée d’une masse de deux cents quatre-vingt (280) acteurs en charge des questions pauvreté-environnement avec 170 hommes et 110 femmes. Le tableau ci-dessous donne les détails sur les localités concernées, la période de réalisation des formations et le niveau de participation des hommes et femmes.

Localité	Périodes	Nombre de participants			
		Hommes	%	Femmes	%
Koury	16-17/02/2017	44	62,28	26	37,14
Bellen	20-21/02/2017	41	58,57	29	41,42
N’Torosso	2-3/03/2017	39	55,71	31	44,28
Dinandougou	28-29/03/2017	46	65,71	24	34,28
<b>Total</b>		<b>170</b>	<b>60,71</b>	<b>110</b>	<b>39,28</b>

**Produit 3 : Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour le partenariat, les leçons apprises et la coopération Sud-Sud.**

### Résultat (R3)

La visibilité des approches et des résultats de l'IPE-Mali s'est renforcée avec une la mise à disposition des produits aux partenaires et au grand public, la communication et la couverture médiatique des activités du projet.

Le Mali dispose désormais d'un noyau d'experts nationaux opérationnels pour intégrer les liens pauvreté- environnement, les ressources naturelles et changements climatiques dans les processus budgétaires. Cette masse d'experts composée de trente-trois (33) cadres provenant des départements sectoriels chargés respectivement de l'environnement et des changements climatiques, de l'agriculture, des mines, de l'économie et des finances, des affaires étrangères, de l'aménagement du territoire et de la population, de solidarité et de l'action humanitaire dispose de connaissances, informations et outils techniques nécessaires pour planifier, budgétiser et suivre les politiques de développement inclusifs et durables.

\*\*\*\*\*

### Produits générés ou capitalisés pour l'atteinte du Résultat 3

- a) **Un press-book de 10 articles et deux films** de couverture médiatique et d'une émission télévisée sur le rôle de la femme dans la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.
- b) **Un Plan d'actions validé pour la budgétisation de la durabilité environnementale au Mali et un noyau d'experts** dans les principaux départements ministériels et les Cellules de Planification et Statistiques des secteurs de l'environnement, des mines, du développement rural ainsi que de l'Assemblée Nationale et du Haut Conseil des Collectivités du Mali.

Le détail des activités pour le résultat 3 sont exposés ci-après

**Activité 14 :** Dans le cadre de la « mise en œuvre de la stratégie de communication de l'IPE- Mali » ; en vue de renforcer la visibilité des produits et approches de l'IPE, le projet a animé une émission en langue bambara sur le rôle de la femme dans la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles sur la deuxième chaîne de télévision nationale « TM2 », le 08 février 2017. Cette thématique a fait aussi l'objet d'une communication le 25 mars 2017 au cours de la cérémonie de commémoration de la journée de la femme 2017 organisée dans la Commune de Sanankoroba par la gente féminine du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable. Cette manifestation a été l'occasion de présenter la démarche et certains résultats de l'IPE-Mali, notamment par une distribution de dépliants et autres produits au grand public.

**Activité 15 :** l' « Appui à la 18<sup>ème</sup> édition Quinzaine de l'Environnement » a été une opportunité de communiquer avec une multitude d'acteurs de développement et de renforcer davantage la visibilité du projet, des produits et approches conformément à la « mise en œuvre de la stratégie de communication de l'IPE- Mali ». En effet, la Quinzaine est un moment privilégiée de communication, de sensibilisation, d'information et d'échanges sur les questions environnementales et de développement durable. En soutien à l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable, une

conférence sur le thème de « l'intégration des liens pauvreté environnement, ressources naturelles et changements climatiques dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national, sectoriel et local » a été organisé. Cela a permis de jeter les bases d'une capitalisation de la formation régionale sur le même thème tenue à Dakar du 15 au 18 mai 2017. La rencontre a été animée conjointement avec les participants de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable et de la Direction Nationale de la Planification du Développement.

Au total, cent (100) acteurs provenant de l'administration, des collectivités territoriales, de la société civile et des PTFs, dont trente-six (36) journalistes de la presse écrite et orale (TV, radio et journaux) y ont pris part. Dix (10) articles de presse ainsi que le film audiovisuel de l'événement diffusé à la télévision nationale sont disponibles.

Par ailleurs, le Projet a apporté un appui technique important à la coordination de la participation du GT/ECC à la cérémonie officielle de démarrage de la Quinzaine de l'Environnement à Mopti le 5 juin 2017 à travers le drafting de l'allocation du chef de file des PTFs du secteur qui a été livré par Monsieur Maléye DIOP, Directeur Pays Adjoint/ Programme du PNUD.

*Extrait allocation coordonnateur des PTFs du GT/ECC à l'ouverture de la Quinzaine de l'Environnement 2017 prenant en compte les résultats de l'appui à l'élaboration du CDMT/SEEUDE.*

*« Permettez-moi de saluer l'engagement des hautes autorités de ce pays qui ont perçu l'importance de la dimension environnementale dans la quête du développement durable. Cette vision se traduit, entre autres, par une hausse régulière du budget alloué au secteur depuis quelques années, avec une meilleure capacité de mobilisation des ressources nationales pour la mise en œuvre des projets et programmes de gestion durable des ressources naturelles, de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques. En 2016, la part des ressources internes s'est établie à hauteur de 49,8% du budget total mobilisé par le Ministère en charge de l'Environnement, et s'est soldé par une hausse d'environ 7 milliards Frs CFA entre 2015 et 2016 (425 milliards Frs CFA en 2015 contre 432 milliards en 2016) ».*

*(Mr Maléye DIOP, DPA/DP-PNUD-Mali, Mopti le 5 juin 2017).*

**Activité 16 :** L'organisation de « l'atelier Régional Afrique de l'Ouest sur la budgétisation de la durabilité environnementale : intégration des liens pauvreté-environnement, ressources naturelles et changements climatiques dans les processus budgétaires au Mali » a résulté par le renforcement de capacités de huit (8) experts du Mali dont cinq (05) de l'administration (Direction Nationale de la Planification du Développement, Direction Générale du Budget, Agence de l'Environnement et du Développement Durable, Direction des Mines et de la Géologie, Cellule Planification et Statistiques du Secteur du Développement Rural) ; deux (02) du projet (CTP et Coordinatrice) et (01) du Bureau PNUD Mali (Economiste national). Un projet de Plan d'actions a été élaboré et finalisé par les participants de retour de formation en vue d'orienter les actions à entreprendre pour intégrer l'environnement et des changements climatiques dans les processus de planification et de budgétisation au Mali.

**Activité 17 :** A la suite de l'atelier régional de Dakar cité ci-dessus, vingt-cinq (25) représentants provenant de l'Assemblée Nationale, du Haut Conseil des Collectivités, du Fonds de Nations Unies pour l'Équipement (UNDCF/LoCAL) des ministères chargés de l'économie et des finances, de l'environnement, des mines, de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de la population, de solidarité et de l'action humanitaire ont été outillés à travers une formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale

L'objectif global de l'atelier était de fournir les informations et les capacités techniques nécessaires à la prise en compte de la durabilité environnementale aux cadres du Ministère de l'Economie et des Finances, des Cellules de Planification et Statistiques, des départements en charge du développement rural (Agriculture, environnement, mines) ainsi qu'aux décideurs (députés et élus locaux) impliqués dans les processus de planification budgétaire aux niveaux national, sectoriel et local.

**Activité 18 :** La « mise en œuvre du partenariat avec UNCDF/ LOCAL » en 2017 a été marquée par la collaboration dans le cadre du renforcement des capacités nationales pour la budgétisation de la durabilité environnementale et l'intégration effective des changements climatiques et de la gestion durable des ressources naturelles dans le programme de développement économique, social et culturel de la Commune de Simby qui avait été formée en 2015.

**Activité 19 :** La mise en œuvre du partenariat avec la GIZ a porté sur l'institutionnalisation de l'EES (voir plus haut dans le document)

**Activité 20 :** Le Comité National de Pilotage à mi-parcours du projet a été organisé pour évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations de la huitième session du Comité National de Pilotage de l'IPE-Mali et l'adoption du plan de travail du deuxième semestre 2017. Le CNP a recommandé de :

- faciliter la participation de l'IPE-Mali aux revues sectorielles conjointes du secteur du développement rural;
- demander au MEADD de faire un plaidoyer auprès du ministère des mines pour une meilleure collaboration des services techniques en vue de la capitalisation de l'étude sur les mines et de la formulation du nouveau document de projet ;
- initier une correspondance à la signature du MEADD pour mettre fin au transit des fonds BSI au PNUD.
- poursuivre les efforts pour la mobilisation de ressources en vue d'augmenter l'assiette financière du projet avec l'implication de nouveaux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans les actions du projet ; continuer à rechercher les contacts pour la poursuite du plaidoyer auprès de certaines entités stratégiques telles que l'Assemblée Nationale pour améliorer le financement de l'environnement dans une perspective de développement durable.

**Activité 21 :** L'évaluation finale du projet est en cours. Le consultant international a fourni son rapport de démarrage et partagé ses premiers résultats au cours d'une réunion de débriefing. Le rapport final sera disponible dans le courant du mois de janvier 2018.

## V. LEÇONS APPRISSES

Le point sur les leçons apprises de l'exercice 2017 est un élément essentiel du processus d'amélioration d'un projet. En plus d'être un élément clé d'une bonne gestion de la qualité, il donne également l'occasion d'évaluer les nombreuses activités exécutées et d'en tirer des enseignements. Courant 2017 plusieurs leçons ont été apprises. On note :

- l'intérêt et l'implication des principaux partenaires de l'IPE/Mali dans la mise en œuvre des activités ;
- des efforts importants ont été faits pour la communication avec une couverture médiatique des activités du projet. Les efforts dans la mise en œuvre de la Stratégie de Communication disponible ont permis d'atteindre d'avantage les cibles et le public. La distribution des dépliants, des résultats des études réalisées en 2015 et 2016 aux partenaires et grand public en supports numériques (clés USB) lors des événements, a donné plus de visibilité au projet.

- la nécessité de renforcer les capacités des services techniques déconcentrés et des collectivités territoriales sur les liens pauvreté environnement et le changement climatique a été démontré surtout par les activités exécutées au niveau des collectivités décentralisées ;
- l'actualisation en cours des PDESC des collectivités territoriales a permis à ces communes de prendre en compte de façon effective les questions de changement climatique dans leur outil de développement.
- Les orientations des membres du Comité National de Pilotage ont été essentielles pour soutenir et disséminer les résultats et renforcer l'impact et le consensus autour des produits IPE-Mali.
- Même si la volonté politique d'accompagner le projet a été plusieurs fois affirmée par le MEADD, il est important de signaler que la non maîtrise des processus d'approbation des textes légaux par celui-ci a rendu difficile l'adoption des textes sur les évaluations environnementales à la date escomptée.

## VI. RISQUES ET HYPOTHESES

En 2017, le retard dans la mobilisation des fonds a ralenti le rythme de réalisation de certaines activités du projet et du coup d'atteinte de certains objectifs. A cela, s'ajoutent les contraintes de mobilisation de la 2<sup>ème</sup> tranche de la contrepartie nationale du budget mobilisé pour la mise en œuvre des activités prévues au titre de l'année.

L'action d'atténuation a été de réviser le plan de travail de façon réaliste et de le soumettre à l'approbation des parties impliquées, ce qui a permis à l'équipe du projet de réaliser une grande partie des activités retenues dans le PTA révisé.

## VII. CONCLUSION/ PERSPECTIVES

En 2017 l'IPE-Mali s'est appesantie sur le renforcement des résultats obtenus et la capitalisation des recommandations des études pertinentes, en particulier celles réalisées pour les secteurs des mines et de l'Agriculture, conformément aux orientations de la revue interne de 2016. Ce renforcement a principalement visé (1) les acquis en matière d'intégration des changements climatiques dans la planification et la budgétisation locales, de (2) production de données et d'informations pour favoriser une prise de décision des autorités, de (3) formation d'expertises en lien avec l'évolution du contexte politico-économique et de (4) consolidation des partenariats avec les acteurs nationaux et les partenaires techniques et financiers du secteur de l'environnement et des changements climatiques.

Les activités ont été mises en œuvre sur la base d'une priorisation tenant compte des demandes des bénéficiaires, des orientations du Comité National de Pilotage et des disponibilités financières allouées par chacun des trois contributeurs.

Cependant, il est important de rappeler que l'année 2017 est aussi particulière, car elle coïncide avec la 4<sup>ème</sup> et dernière année de l'Initiative Globale Pauvreté-Environnement. C'est la raison pour laquelle les pays de cette phase 2 ont tous été engagés dans la formulation d'un nouveau projet pauvreté-environnement 2018-2022 qui contribuera à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable sur la base de leurs priorités stratégiques en lien avec la réduction de la pauvreté, la durabilité environnementale, le respect du genre et des droits humains.

# VIII. ANNEXES

**Annexe 1 : Plan de travail annuel 2017 (version initiale Décembre 2016)**

Activities	Implementing Agent	Funding Source	ATLAS Budget Description	Budget by Quarter				Total Budget
				Q1	Q2	Q3	Q4	
<b>ATLAS Activity ID/Project Output 1: les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.</b>								
<b>Activity Result 1.1: Appui technique et méthodologique au Ministère en charge de la planification, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement et aux Collectivités Territoriales pour l'intégration des liens pauvreté-Environnement dans les objectifs de planification à moyen et long terme</b>								
1.1.3. Appui technique et financier à la CT CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	5 000 000	-	5 000 000	-	10 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	50 000	50 000	50 000	-	150 000
1.1.7 Suivi et rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	100 000	50 000	-	-	150 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	3 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	11 000 000
1.1.5. Révision de l'Etude économique - environnementale	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National	2 500 000	-	-	-	2 500 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71600 - Voyage	1 500 000	-	-	-	1 500 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	75700 - Formations, ateliers & réunions	2 500 000	-	-	-	2 500 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	50 000	-	-	-	50 000
1.1.10 Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71300 - Consultant National	-	10 000 000	-	-	10 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	-	2 500 000	-	-	2 500 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	-	50 000	-	-	50 000
<b>Sub-Total for Activity Result 1.1</b>				<b>15 200 000</b>	<b>15 150 000</b>	<b>7 550 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>40 400 000</b>
<b>Activity Result 1.2: Développement des capacités institutionnelles au niveau des institutions publiques (directions centrales, Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social et autres institutions) pour l'intégration des liens pauvreté-environnement, changement climatique et l'approche genre dans leurs plans de travail et agendas.</b>								
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71300 - Consultant National	3 000 000			-	3 000 000

1.2.1. Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	2 500 000			-	2 500 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	500 000			-	500 000
1.2.2. Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, du changement climatique et du genre dans la politique minière	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National	3 000 000			-	3 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	75700 - Formations, ateliers & réunions	2 500 000			-	2 500 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	50 000			-	50 000
<b>Sub-Total for Activity Result 1,2</b>				<b>11 550 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 550 000</b>
<b>Activity Result 1.3. Renforcement des mécanismes de coordination intra et inter sectorielle au niveau national pour la gestion durable des ressources naturelles et environnementales.</b>								
1.3.1. Participation régulière aux travaux des groupes PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	75700 - Formations, ateliers & réunions			1 000 000		1 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges			50 000		50 000
1.3.2. Organisation de la réunion de haut niveau avec les partenaires techniques et financiers du Mali sur l'approche méthodologique, la stratégie, les résultats et leçons apprises pour accroître la visibilité de l'IPE/Mali.	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National	-	-	-	-	-
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	75700 - Formations, ateliers & réunions	-	-	1 000 000	-	1 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	-	-	50 000	-	50 000
<b>Sub-Total for Activity Result 1,3</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 100 000</b>	<b>-</b>	<b>2 100 000</b>
<b>Total for ATLAS Activity ID/Project Output 1</b>				<b>26 750 000</b>	<b>15 150 000</b>	<b>9 650 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>54 050 000</b>
<b>ATLAS Activity ID/Project Output 2: Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.</b>								
<b>Activity Result 2.1: Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour l'amélioration des processus de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre.</b>								
2.1.2. Appui technique et financier à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD	"001414	UNDP TRAC (fonds - 04000)	71300 - Consultant National	5 000 000			-	5 000 000
	"001414	UNDP TRAC (fonds - 04000)	74210 - Impressions et publications	-	3 000 000		-	3 000 000

	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74500 - Autres charges	200 000	200 000	-	-	400 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	75700 - Formations, ateliers & réunions	4 500 000		-	-	4 500 000
2.1.6 Appui à l'élaboration du Code de l'Environnement	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71300 - Consultant National			38 000 000		38 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71600 - Voyage	4 000 000	-			4 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74210 - Impressions et publications				10 000 000	10 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	3 000 000	3 000 000	-		6 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	50 000	50 000	50 000	-	150 000
2.1.8. Organisation d'une consultation nationale pour l'élaboration d'une note conceptuelle de pérennisation des acquis en vue d'une intégration des liens p-e dans les ODD	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National			7 500 000		7 500 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	75700 - Formations, ateliers & réunions			3 500 000		3 500 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74500 - Autres charges			250 000		250 000
<b>Sub-Total for Activity Result 2.1</b>				<b>16 750 000</b>	<b>6 250 000</b>	<b>49 300 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>82 300 000</b>
<b>Activity Result 2.2: Développement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte du Changement Climatique (adaptation et atténuation) dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local.</b>								
2.2.1. Appui technique à 26 collectivités territoriales formées en 2015-2016 pour l'intégration effective des CC dans leurs PDESC	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National	5 000 000		5 000 000		10 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71600 - Voyage	5 500 000		5 500 000		11 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	72200 - Equipement et Fourniture	1 743 750		1 743 750		3 487 500
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	75700 - Formations, ateliers & réunions	1 250 000		1 250 000		2 500 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74210 - Impressions et publications	1 081 250		1 081 250		2 162 500
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	250 000		250 000		500 000

2.2.3. Organisation de sessions de formation pour la prise en compte des changements climatiques dans les PDESC de 15 collectivités territoriales	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National		6 850 000		7 700 000	14 550 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71600 - Voyage		5 000 000		8 000 000	13 000 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	72200 - Equipement et Fourniture		2 390 000		4 000 000	6 390 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	75700 - Formations, ateliers & réunions		2 900 000		5 800 000	8 700 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74210 - Impressions et publications		2 600 000		5 200 000	7 800 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74500 - Autres charges		290 000		580 000	870 000	
<b>Sub-Total for Activity Result 2.2</b>					<b>14 825 000</b>	<b>20 030 000</b>	<b>14 825 000</b>	<b>31 280 000</b>	<b>80 960 000</b>
<b>Total for ATLAS Activity ID/Project Output 2</b>					<b>31 575 000</b>	<b>26 280 000</b>	<b>64 125 000</b>	<b>41 280 000</b>	<b>163 260 000</b>
<b>ATLAS Activity ID/Project Output 3 : Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud.</b>									
<b>Activity Result 3.1: Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.</b>									
3.1.1. Organisation d'un voyage d'études et d'échanges au Mozambique sur la codification des composantes environnementales	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71600 - Voyage	8 950 000	-	-	-	8 950 000	
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	50 000	-	-	-	50 000	
3.1.3 Participation à la Réunion régionale Afrique de l'IPE-Afrique	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71600 - Voyage	-	-	-	10 000 000	10 000 000	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	-	-	-	50 000	50 000	
3.1.5 Mise en œuvre du partenariat avec les universités	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	-	2 500 000	2 500 000		5 000 000	
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	-	50 000	50 000		100 000	
3.1.6 Mise en œuvre du partenariat avec UNCDF/ LOCAL	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71600 - Voyage	3 000 000	-		-	3 000 000	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	100 000	-		-	100 000	
3.1.7 Mise en œuvre du partenariat avec la GIZ	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	3 000 000			-	3 000 000	
<b>Sub-Total for Activity Result 3.1</b>					<b>15 100 000</b>	<b>2 550 000</b>	<b>2 550 000</b>	<b>10 050 000</b>	<b>30 250 000</b>

Activity Result 3.2: Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.								
3.2.3 Mise en œuvre de la stratégie de communication d'IPE- Mali	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74205 - Productions audio visuelles	10 000 000	20 000 000	1 000 000	20 000 000	51 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74210 - Impressions et publications	1 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	16 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	3 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	9 000 000
<b>Sub-Total for Activity Result 3.2</b>				<b>14 000 000</b>	<b>27 000 000</b>	<b>8 000 000</b>	<b>27 000 000</b>	<b>76 000 000</b>
<b>Total for ATLAS Activity ID/Project Output 3</b>				<b>29 100 000</b>	<b>29 550 000</b>	<b>10 550 000</b>	<b>37 050 000</b>	<b>106 250 000</b>
ATLAS Activity ID/Project Output 4 : Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mis en place								
Activity Result 4.1: Mettre en place un mécanisme de coordination et de gestion du projet								
4.1.1. Suivi / évaluation	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71600 - Voyage	4 000 000		4 000 000		8 000 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74525 - Autres charges	1 100 000		1 100 000		2 200 000
4.1.2. Gestion de la cellule de coordination	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	72200 - Equipement et Fourniture	1 000 000	1 000 000	940 000	-	2 940 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74210 - Impressions et publications	100 000	-	-		100 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	72420 - Frais de téléphone fixe	150 000	150 000	150 000	150 000	600 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73410 - Maintenance des équipements de transport	300 000	300 000	300 000	300 000	1 200 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74525 - Autres charges	500 000	500 000	500 000	500 000	2 000 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74505 - Assurance	500 000	-	-	-	500 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71500 - Volontaires des Nations Unies	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	10 000 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73100 - Loyer et Entretien des Locaux	300 000	300 000	300 000	300 000	1 200 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73405 - Location et maintenance d'autres équipements de bureau	450 000	450 000	450 000	450 000	1 800 000

	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71400 - Contrat de service (Individuel)	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	32 000 000
	1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	61300 - Salaries and post Adj costs IP staff	35 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000	140 000 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73120 - Eau, électricité, assainissement	500 000	500 000	500 000	500 000	2 000 000
4.1.3. Formations et renforcement des capacités du personnel et des Experts	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74525 - Autres charges	5 000 000	-	5 000 000	-	10 000 000
4.1.4. Organisation du Comité national de pilotage	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74210 - Impressions et publications	-	-	-	1 800 000	1 800 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	72505 - Fournitures de bureau	-	-	-	500 000	500 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74525 - Autres charges	-	-	-	1 000 000	1 000 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71600 - Voyage	-	-	-	316 000	316 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	-	-	-	684 000	684 000
4.1.4. Audit du projet	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74110 - frais d'audit	-	-	7 500 000	-	7 500 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	-	-	100 000	-	100 000
<b>Sub-Total for Activity Result 4.1</b>				<b>59 400 000</b>	<b>48 700 000</b>	<b>66 340 000</b>	<b>52 000 000</b>	<b>226 440 000</b>
<b>Total for ATLAS Activity ID/Project Output 4</b>				<b>59 400 000</b>	<b>48 700 000</b>	<b>66 340 000</b>	<b>52 000 000</b>	<b>226 440 000</b>
<b>Total for PEI Project/ATLAS Output ID</b>				<b>146 825 000</b>	<b>119 680 000</b>	<b>150 665 000</b>	<b>132 830 000</b>	<b>550 000 000</b>

Summary	Proposed Annual Budget 2017
PEI Africa (Flex funds - 30000)	60 000 000 USD
PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	140 000 000 USD
UNDP TRAC (funds - 04000)	150 000 000 USD
Local Funds (Government - 30071)	200 000 000 USD
<b>TOTAL</b>	<b>550 000 000 USD</b>

**Annexe 2 : Plan de travail annuel 2017 (version révisée du 26 septembre 2017)**

Activities	Implementing Agent	Funding Source	ATLAS Budget Description	Budget by Quarter				Total Budget
				Q1	Q2	Q3	Q4	
ATLAS Activity ID/Project Output 1: les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.								
Activity Result 1.1: Appui technique et méthodologique au Ministère en charge de la planification, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement et aux Collectivités Territoriales pour l'intégration des liens pauvreté-Environnement dans les objectifs de planification à moyen et long terme								
1.1.3. Appui technique et financier au CT CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	-	-	-	-	-
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	-	-	-	-	-
1.1.7 Suivi et rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges	-	-	-	-	-
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions	-	-	-	-	-
1.1.5, Revision de l'Etude económico - environnementale	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National			-		-
		Local Funds (Government - 30071)	71300 - Consultant National			7 000 000		7 000 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National		3 150 000			3 150 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71600 - Voyage		60 000			60 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74225 - Autres coûts de media	300 000				300 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74225 - Autres coûts de media		200 000			200 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	75700 - Formations, ateliers & réunions		100 000			100 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions			5 500 000		5 500 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74500 - Autres charges			50 000		50 000

		"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74500 - Autres charges		150 000			150 000
1.1.9 Appui à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement au Mali		"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National		5 000 000			5 000 000
			Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National			5 000 000		5 000 000
			Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges			50 000		50 000
1.1.10 Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques		"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National	9 300 000				9 300 000
		"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions	3 615 500		2 600 000		6 215 500
		"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges			50 000		50 000
Sub-Total for Activity Result 1.1					13 215 500	8 660 000	20 250 000	-	42 125 500
Activity Result 1.2: Développement des capacités institutionnelles au niveau des institutions publiques (directions centrales, Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social et autres institutions) pour l'intégration des liens pauvreté-environnement, changement climatique et l'approche genre dans leurs plans de travail et agendas.									
1.2.1. Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA		"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National			300 000		300 000
		"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions			2 100 000		2 100 000
		"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges			100 000		100 000
1.2.2. Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, du changement climatique et du genre dans la politique minière		"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National				300 000	300 000
		"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions				2 100 000	2 100 000
		"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges				100 000	100 000
Sub-Total for Activity Result 1,2					-	-	2 500 000	2 500 000	5 000 000

Activity Result 1.3. Renforcement des mécanismes de coordination intra et inter sectorielle au niveau national pour la gestion durable des ressources naturelles et environnementales.									
1.3.1. Participation régulière aux travaux des groupes PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sub-Total for Activity Result 1.3.				-	-	-	-	-	-
Total for ATLAS Activity ID/Project Output 1				13 215 500	8 660 000	22 750 000	2 500 000	47 125 500	
ATLAS Activity ID/Project Output 2: Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.									
Activity Result 2.1: Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour l'amélioration des processus de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre.									
2.1.2. Appui technique et financier à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD	"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National			4 800 000		4 800 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74210 - Impressions et publications				5 000 000	5 000 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges			50 000		50 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions			9 000 000		9 000 000	
2.1.6 Appui à l'élaboration du Code de l'Environnement	"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National				38 000 000	38 000 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National		-				-
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74210 - Impressions et publications				8 000 000	8 000 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions				11 559 112	11 559 112	
		Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges				50 000	50 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74500 - Autres charges		200 000		-		200 000
2.1.8. Organisation d'une consultation nationale pour l'élaboration d'une note conceptuelle de	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National		2 100 000				2 100 000

pérennisation des acquis en vue d'une intégration des liens p-e dans les ODD		Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National				2 100 000	2 100 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions				5 500 000	5 500 000	
		Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges				50 000	50 000	
	"001414	UNDP TRAC (fonds - 04000)	74500 - Autres charges		300 000		-	300 000	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges		587 100		-	587 100	
2.1.9 .Atelier de formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale à Dakar (mai)	"001414	UNDP TRAC (fonds - 04000)	71600 - Voyage		8 065 112			8 065 112	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges			734 888		734 888	
2.1.10 Capitalisation de la formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale à Bamako (sept)	"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions		2 400 000		3 000 000	5 400 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges		100 000		50 000	150 000	
Sub-Total for Activity Result 2.1					-	13 752 212	14 584 888	73 309 112	101 646 212
Activity Result 2.2: Développement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte du Changement Climatique (adaptation et atténuation) dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local.									
2.2.1. Organisation de sessions de formation pour la prise en compte des changements climatiques dans les PDSEC de 15 collectivités territoriales	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National	9 600 000	1 600 000			11 200 000	
	"001414	UNDP TRAC (fonds - 04000)	71300 - Consultant National		1 600 000			1 600 000	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National	3 200 000		9 600 000		12 800 000	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71600 - Voyage	18 644 200	3 201 200			21 845 400	
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-71600 - Voyage	1 550 000		19 379 400		20 929 400	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport	1 893 600	472 462			2 366 062	
	"001414	UNDP TRAC (fonds - 04000)	73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport		197 032			197 032	

	"001414	Local Funds (Government 30071)	-73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport	2 397 300		11 361 600		13 758 900
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	72200 - Equipement et Fourniture	273 000				273 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-72200 - Equipement et Fourniture	546 000				546 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74210 - Impressions et publications	1 500 000				1 500 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74210 - Impressions et publications	1 726 534		1 155 000		2 881 534
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges	2 512 150	900 000			3 412 150
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74500 - Autres charges		400 000			400 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges	2 774 300				2 774 300
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	75700 - Formations, ateliers & réunions	2 327 500	1 039 349			3 366 849
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	75700 - Formations, ateliers & réunions		330 000			330 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions	1 025 000		4 700 000		5 725 000
2.2.2. Appui technique à 26 collectivités territoriales formées en 2015-2016 pour l'intégration effective des CC dans leurs PDESC	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National	2 100 000				2 100 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71600 - Voyage	1 000 000				1 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	72505 - Fournitures de bureau	273 000				273 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport	1 100 000				1 100 000
Sub-Total for Activity Result 2.2				54 442 584	9 740 043	46 196 000	-	99 850 627
Total for ATLAS Activity ID/Project Output 2				54 442 584	23 492 255	60 780 888	73 309 112	201 496 839

Activity Result 3.1: Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.

3.1.2 Participation à la Réunion technique entre Coordonnateurs, CTP et IPE -Afrique									
3.1.3 Participation à l'organisation de la Quinzaine de l'Environnement au Mali	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71600 - Voyage		300 000				300 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-75700 - Formations, ateliers & réunions		800 000				800 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges		2 600 000				2 600 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71300 - Consultant National		1 000 000				1 000 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-71300 - Consultant National		1 600 000				1 600 000
3.1.4 Participation à la Réunion régionale Afrique de l'IPE-Afrique									-
									-
Sub-Total for Activity Result 3.1					6 300 000				6 300 000

Activity Result 3.2: Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.

3.2.3 Mise en œuvre de la stratégie de communication d'IPE- Mali	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74205 - Productions audio visuelles	1 000 000					1 000 000
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74210 - Impressions et publications	9 433 503		20 000 000	5 000 000		34 433 503
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74210 - Impressions et publications	1 216 497	900 763				2 117 260
	"001414	Local Funds (Government 30071)	-74500 - Autres charges			50 000	50 000		100 000
Sub-Total for Activity Result 3.2				11 650 000	900 763	20 050 000	5 050 000		37 650 763

Total for ATLAS Activity ID/Project Output 3					11 650 000	7 200 763	20 050 000	5 050 000	43 950 763
ATLAS Activity ID/Project Output 4 : Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mis en place									
Activity Result 4.1: Mettre en place un mécanisme de coordination et de gestion du projet									
4.1.1. Suivi et Evaluation des activités du projet	"001414	Local Funds (Government - 30071)	71600 - Voyage	1 955 280			3 000 000	4 955 280	
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74525 - Autres charges	25 000			50 000	75 000	
4.1.2. Gestion de la cellule de coordination	"001414	Local Funds (Government - 30071)	72200 - Equipement et Fourniture	1 800 000		850 000		2 650 000	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	72200 - Equipement et Fourniture	300 000				300 000	
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	72420 - Frais de téléphone fixe	321 567		350 000	350 000	1 021 567	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	72420 - Frais de téléphone fixe		141 806			141 806	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	72420 - Frais de téléphone fixe		200 679			200 679	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	72440 - Connexion internet		1 080 000			1 080 000	
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	73410 - Maintenance des équipements de transport					-	
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74525 - Autres charges	300 000		300 000	300 000	900 000	
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74525 - Autres charges	500 000	1 000 000			1 500 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	74525 - Autres charges		1 870 250			1 870 250	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71505 - UN Volunteers-Stipend & Allow	700 000	700 000	700 000	700 000	2 800 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71520 - UNV-Language Allowance	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000	
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71535 - UNV-Medical Insurance	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000	

"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71540 - UNV-Global Charges	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71541 - UNVs-Contribution to security	30 000	30 000	30 000	30 000	120 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71550 - UNV-Resettlement Allowance	60 000	60 000	60 000	60 000	240 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71590 - UNV Development Effectiveness	150 000	150 000	150 000	150 000	600 000
"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	73100 - Loyer et Entretien des Locaux	360 000	260 000			620 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73100 - Loyer et Entretien des Locaux		460 000			460 000
"001414	Local Funds (Government - 30071)	73100 - Loyer et Entretien des Locaux	720 000		1 080 000	1 080 000	2 880 000
"001414	Local Funds (Government - 30071)	73405 - Location et maintenance d'autres équipements de bureau	300 000				300 000
"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	73405 - Location et maintenance d'autres équipements de bureau		300 000			300 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73405 - Location et maintenance d'autres équipements de bureau		2 070 000			2 070 000
"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport	1 308 500				1 308 500
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport		2 905 800			2 905 800
"001414	Local Funds (Government - 30071)	73410 - Opérations / Maintenance des équipements de transport	3 377 000		1 000 000	1 000 000	5 377 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71405 - Service Contracts- Individuals	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	24 000 000

"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71410 -MAIP Premium SC	10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	71415 - Contribution to Security SC	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	61305 - Salaries - IP Staff	9 300 000	9 300 000	9 300 000	9 300 000	37 200 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	61310 - Post Adjustment - IP Staff	3 300 000	3 300 000	3 300 000	3 300 000	13 200 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	62310 - Contrib to Jt Staff Pens Fd-IP	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	14 000 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	62315 - Contrib. to medical, social in	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	62320 -Mobility, Hardship, Non-remova	1 850 000	1 850 000	1 850 000	1 850 000	7 400 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	62340 - Annual Leave Expense - IP	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	5 600 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63335 - Home Leave Trvl & Allow-IP Stf	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63365 - Special Oper Living Allow-IP	1 000	1 000	1 000	1 000	4 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63520 - Personal Security Measures	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	5 600 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63530 - Contribution to EOS Benefits	500 000	500 000	500 000	500 000	2 000 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63535 - Contribution to Security	600 000	600 000	600 000	600 000	2 400 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63540 - Contribution to Training	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63545 - Contribution to ICT	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	8 000 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63550 - Contributions to MAIP	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63555 - Contribution to UN JFA	400 000	400 000	400 000	400 000	1 600 000

	1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	63560 - Contributions to Appendix D	49 000	49 000	49 000	49 000	196 000
	1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	64310 - Separations - IP Staf	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
	1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	65115 - Contributions to ASHI Reserve	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	8 000 000
	1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	65135 - Payroll Mgt Cost Recovery ATLA	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
	1981	PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	75105 - Facilities & Admin - Implement	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	6 000 000
	"001414	UNDP TRAC (funds - 04000)	73120 - Eau, électricité, assainissement	325 000	315 046	-	-	640 046
		Local Funds (Government - 30071)	73120 - Eau, électricité, assainissement			300 000	300 000	600 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	73120 - Eau, électricité, assainissement		200 000			200 000
4.1.3. Formations et renforcement des capacités du personnel et des Experts	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74525 - Autres charges				4 500 000	4 500 000
4.1.4. Organisation du Comité national de pilotage	"001414	Local Funds (Government - 30071)	75700 - Formations, ateliers & réunions			4 500 000		4 500 000
	"001414	Local Funds (Government - 30071)	74525 - Autres charges			100 000		100 000
4.1.5. Evaluation finale	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	71300 - Consultant National				3 000 000	3 000 000
	"001414	PEI Africa (Flex funds - 30000)	74500 - Autres charges				500 000	500 000
4.1.6. Audit du projet								
<b>Sub-Total for Activity Result 4.1</b>				<b>47 692 347</b>	<b>46 903 581</b>	<b>44 580 000</b>	<b>50 180 000</b>	<b>189 355 928</b>
<b>Total for ATLAS Activity ID/Project Output 4</b>				<b>47 692 347</b>	<b>46 903 581</b>	<b>44 580 000</b>	<b>50 180 000</b>	<b>189 355 928</b>
<b>Total for PEI Project/ATLAS Output ID</b>				<b>127 000 431</b>	<b>86 256 599</b>	<b>148 160 888</b>	<b>131 039 112</b>	<b>481 929 030</b>

Summary	Available funds for 2017
PEI Africa (Flex funds - 30000)	65 000 000
PEI Africa (EU FUNDS - 30079)	115 000 000
UNDP TRAC (funds - 04000)	60 000 000
Local Funds (Government - 30071)	235 966 984
<b>TOTAL</b>	<b>475 966 984</b>

**Annexe 3 : Matrice de rapportage (Annexe à la section narrative)**

ATLAS AWARD NO:	PNUD/TRAC (04000) IPE/AFRIQUE (30000) Gouvernement du Mali	MLI10/00046427/00040874 UNDP1/00075132/00088621 MLI10/00046427/00040874	Rapport de :	1 <sup>er</sup> janvier 2017	à:	31 décembre 2017
TITLE	/Projet Initiative Pauvreté -Environnement (IPE)/Mali/					

<i>Énoncé d'impact</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
<b>Renforcement des capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.</b>	Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités	100	Volonté politique de l'Etat renouvelée pour la consolidation du cadre institutionnel national.
	Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate	10	
	Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.	1	
	Nombre de champions IPE actifs par secteur.	2	
	Nombre d'axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement	30%	
	Nombre Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.	2	
	Nombre Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets	0	
<b>Amélioration et institutionnalisation des mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectoriels aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.</b>	Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement.	<b>1%</b>	Le gouvernement et les bailleurs de fonds soutiennent les nouveaux arrangements techniques et juridiques d'allocation budgétaire qui seront initiés en appui à l'intégration des liens P-E dans les budgets au niveau national et au niveau secteurs
	Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur.	<b>0</b>	
	Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités	<b>0</b>	
	Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement	<b>2</b>	
<b>Renforcement des cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud</b>	% des recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre	<b>10%</b>	L'action du projet bénéficie d'un soutien fort des acteurs de la communication et de la presse au niveau national et du PNUD dans le cadre des négociations pour les échanges inter-pays.
	Nombre de journalistes impliqués.	<b>30</b>	

<i>Énoncé d'impact</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>

<i>Produit1</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
<b>Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre</b>	1. Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités	<b>100</b>	Année 1:30 Année 2:50 Année3:80 Année4:120
	2. Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate	<b>10</b>	Année 1:06 Année2:06 Année3:10 Année4:10
	3. Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.	<b>1</b>	Année1:1 Année2:1 Année3:2 Année4:2
	4. Nombre de champions IPE actifs par secteur.	<b>2</b>	Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4: 5
	5. Nombre d'axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement	<b>30%</b>	Année1:60% Année2:- Année3:- Année4:-
	6. Nombre de Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.	<b>2</b>	Année1:2 Année2:4 Année3:4
	7. Nombre de Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets	<b>0</b>	Année4:5  Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année 4:5

Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs et les résultats à partir des activités entreprises	Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère	Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)																		
<p><b>Activité 1 : Un « Appui technique et financier à la CT/CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD »</b> qui a été principalement dominé par un soutien technique au processus d'internalisation des ODD au Mali en étroite collaboration avec l'Unité Politique et Stratégies du PNUD Mali avec un contribution active à la formation des acteurs à l'outil « Rapid Integrated Assessment<sup>8</sup> » des structures nationales, y compris l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable et les onze (11) Cellules de Planification et Statistiques (CPS). Ceci a abouti à l'alignement du Cadre Stratégique pour la Croissance et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) aux ODD et la priorisation des cibles conformément aux orientations stratégiques du Mali. Cet exercice a été capitalisé dans la mission conjointe de « Mainstreaming and Policy Support » (MAPS) dont l'objectif a été d'appuyer le Mali à définir une approche pour une mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Afrique dans un contexte de fragilité.</p> <p>L'IPE-Mali relation avec IPE-Afrique et le Team Leader du « Cluster Réduction des Risques de Catastrophes et changements Climatiques » du Centre Régional de Services pour l'Afrique du PNUD (RSCA), basé à Addis-Abeba ont élaboré l'analyse de la situation de l'environnement et des ressources naturelles au regard du contexte socio-économique du Mali. La note finale est disponible. Elle a été capitalisée dans les différentes présentations de la mission faites devant les parties prenantes, notamment les onze (11) cellules de planification et statistiques et la Primature.</p> <p><b>Activité 2 : Une « Révision de l'étude économique environnementale »</b> dont le rapport provisoire est disponible. L'objectif de cette étude est de disposer d'informations détaillées et de preuves tangibles sur les bénéfices économiques liées à la gestion durable de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et leurs conséquences positives sur la pauvreté. Les dispositions sont en cours pour sa validation par les différentes instances compétentes.</p> <p><b>Activité 3 : Un « Suivi et un rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali »</b> à travers une assistance technique constante au Groupe de Travail Suivi-Evaluation (GTSE) de l'UNDAF+, en appui au PNUD. A cette occasion, le projet a pris part aux processus d'évaluation à mi-parcours du CPD du PNUD et de l'UNDAF+ du Mali, ainsi qu'à la production du rapport de mise en œuvre 2016 de l'UNDAF+ du Mali qui a capitalisé les efforts fournis pour l'intégration des changements climatiques dans les Programmes de</p>	<p>CREDD est aligné aux ODD ODD et cibles prioritaires définis disponibles Une note d'analyse de la situation de l'environnement et des ressources naturelles au regard du contexte socio-économique du Mali produite pour appuyer la mission MAPS dans le cadre de la mise en œuvre des ODD au Mali</p> <p>Rapport provisoire est disponible</p> <p>Projet Rapport de mise en œuvre 2016 de l'UNDAF+ du Mali Implication dans le processus de revue de l'UNDA+</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: green; color: white; text-align: center; width: 30px;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow; text-align: center;">X</td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red; text-align: center;">X</td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: green; text-align: center;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow; text-align: center;">X</td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red; text-align: center;">X</td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: green; color: white; text-align: center; width: 30px;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow; text-align: center;">X</td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red; text-align: center;">X</td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.	X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement	X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.	X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement	X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.	X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement	X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			

<sup>8</sup>Evaluation Intégrée Rapide qui est un outil qui promu par le SNU dans le cadre de son appui aux pays pour la mise en œuvre des ODD.

Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs et les résultats à partir des activités entreprises	Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère	Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)																		
<p>Développement Economique, Social et Culturels des communes rurales. La présence de l'IPE-Mali à ces différents processus a permis de refléter une démarche holistique sur des questions développement en faisant le lien avec la durabilité environnementale et le respect du genre.</p> <p><b>Activité 4 : Un «Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques »</b> qui s'est fait en partenariat avec la GIZ. Le processus a abouti à trois (03) avant-projets de décrets et (03) guides relatifs aux évaluations environnementales (EES, EIES) et à l'audit environnemental (AE) qui ont été validés par le Conseil National de l'Environnement le 24 avril 2017, sous la présidence du Madame Aida Mbo-KEITA, Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable. Les projets de décrets et les guides validés, (notamment le projet de décret sur l'Evaluation Environnementale Stratégique, EES) sont en cours d'adoption. Avec ces textes, le Mali améliorera son cadre réglementaire en matière d'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux de ses activités de développement, y compris les effets et mesures d'adaptation aux changements climatiques. De façon spécifique, l'évaluation environnementale stratégique sera institutionnalisée ; ce qui permettra d'avoir une démarche unique et bien précise en la matière.</p> <p><b>Activité 5 : Un « Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA »</b> dont les résultats ont été restitués aux acteurs du secteur du développement rural en collaboration avec la Cellule de Planification et Statistiques du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR) et la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA). L'objectif est de mettre en cohérence la PDA et la PNISA aux niveaux national et régional avec l'introduction des actions de durabilité annoncées dans le document d'orientation politique telles que l'adaptation au changement climatique, la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et de l'eau et la promotion du genre.</p> <p><b>Activité 6 : Un « Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière »</b> sur la base des résultats de l'analyse économique dudit secteur et des défis liées à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles faite en 2015, et dont un des objectifs était d'influencer la nouvelle politique de développement du secteur minier et son plan d'actions. Ainsi, le plan d'actions de la politique de développement du secteur minier et pétrolier portent désormais une attention particulière aux préoccupations de durabilité principalement aux liens pauvreté-environnement, à la responsabilité sociale des entreprises minières, la préservation et la gestion de</p>	<p>Implication dans le processus de revue de la CPD</p> <p>Trois (03) avant-projets de décrets et de trois (03) guides relatifs aux évaluations environnementales (EES, EIES et audit environnemental) validés par le Conseil National de l'Environnement disponibles sont dans le circuit d'adoption réglementaire.</p> <p>Restitution des résultats de l'EES PDA avec les acteurs de la CPS/SDR pour l'élaboration d'un plan de mise en œuvre du plan des recommandations.</p> <p>Recommandations de l'analyse économique introduites dans le plan d'actions de la politique de développement du secteur minier et pétrolier</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: green; color: white; text-align: center;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: green;"></td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow; color: white; text-align: center;">X</td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: green; color: white; text-align: center;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.		Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.	X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			
	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			

Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs et les résultats à partir des activités entreprises	Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère	Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)						
<p>l'environnement, la réhabilitation des sites d'exploitation, la prise en compte de l'après mine, l'adoption des pratiques d'exploitation durable et respectueuses de l'environnement dans l'orpaillage, la mise en place de cadres de concertations entre l'administration, les collectivités territoriales et les groupements des orpailleurs etc..</p> <p><b>Activité 7 : Une « participation régulièrement aux travaux des groupes PTFs environnement/ changements climatiques pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires »,</b> qui a permis à l'IPE-Mali d'apporter un appui technique aux PTFS pour une meilleure coordination et communication de leurs activités et un renforcement du dialogue avec le Gouvernement. Cette assistance technique a permis aux PTFs du Groupe thématique Environnement/Changement Climatique du Mali à coordonner leurs activités entre eux et à dialoguer d'une seule voix avec le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable sur un certain nombre de questions stratégiques comme la prise en compte de la durabilité environnementale dans le CREDD, la mise en œuvre de la contribution commune déterminée au niveau national, l'amélioration du cadre politique et institutionnel de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, etc.</p> <p>L'assistance de l'IPE-Mali a porté sur (i) l'organisation des réunions mixtes entre les PTFs du Groupe thématique Environnement/Changements Climatiques (GT/ECC) et le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, (ii) la coordination de leur participation aux différentes revues annuelles et budgétaires du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat et celle du CREDD-ODD-SCAP II<sup>9</sup> ; et (iii) la conception de notes de communication, d'analyses et synthèses comme outil de base aux activités du groupe.</p> <p>La note finale d'analyse du rapport 2016 de revue conjointe du CREDD-ODD-SCAP II produit avec l'appui de l'IPE-Mali est disponible et a permis au PTFs de parler d'une seule voix au cours de ces exercices de revues importants.</p>	<p>Meilleure coordination/communication des initiatives des PTFs pour une meilleure prise en compte des questions des CC et de la dimension environnementales dans le processus de développement.</p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="1720 421 1787 497">X</td> <td data-bbox="1787 421 2101 497">Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1720 497 1787 603"></td> <td data-bbox="1787 497 2101 603">Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1720 603 1787 708"></td> <td data-bbox="1787 603 2101 708">Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.							
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement							
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.							

<sup>9</sup>SCAP II = Stratégie Commune d'Appui Pays qui est le cadre global d'appui commun de tous les PTFs du Mali. Il s'étale sur la période 2016-2018. Le Projet a appuyé l'évaluation de la SCAP II au nom du PNUD, en sa qualité de Coordonnateur du GT/ECC.

Activités programmées	Budget Annuel (FCFA)	Période Exp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dép enséen %	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires/ Observations
1.1.3 Appui technique et financier au CT CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD	0	-	0	0		N/A	
1.1.5. Révision de l'Etude économique - environnementale	16 510 000	T1-T2- T3-T4	3 737 100	23		N/A	
1.1.7 Suivi et rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali	0	-	0	0		N/A	
1.1.10 Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques	15 565 500	T1-T2- T3	0	0	Projets de décrets sur les évaluations environnementales au Mali dans le circuit d'adoption réglementaires	N/A	
1.2.1. Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA	2 500 000	T3-T4	2 076 500	83		N/A	
1.2.2. Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière	2 500 000	-	0	0			
1.3.1. Participation régulière aux travaux des groupes PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires	0	T1-T2- T3-T4	0	0	Participation régulière aux réunions des PTFs Environnement/Changements climatiques		IPE-Mali apporte un appui technique à l'organisation des réunions et à l'élaboration des documents stratégiques.

Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs et les résultats à partir des activités entreprises	Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère	Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)																		
<p><b>Activité 8 : Un « Appui à l'actualisation du Document de Planification Pluriannuelle des Dépenses-Plan d'Actions Prioritaires (DPPD-PAP/CDMT) 2018-2020 du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat. Les dotations budgétaires du Secteur ont évolué de façon positive pour les départements en charge de l'Environnement, des Domaines et de l'Urbanisme. Par contre, celui en charge de l'Eau a vu ses dotations diminuer eu égard à la fin de certains programmes.</b></p> <p><b>Activité 9 :Un appui à l'AEDD pour la finalisation du « Rapport national sur l'état de l'environnement du Mali pour la période (2012-2014)» produit en 2015 et dont l'objectif est, entre autres de fournir des informations sur l'évolution des principales composantes environnementales et de faire un état des lieux de la gouvernance dans le secteur en vue d'éclairer la prise de décision.</b></p> <p><b>Activité 10 : Un «Appui à l'élaboration du Code de l'Environnement du Mali » dont deux produits à savoir l'analyse de la cohérence des textes environnementaux et l'avant-projet de loi portant Code de l'environnement du Mali sont disponibles. Ils seront soumis pour validation au comité national de suivi mis en place. Pour rappel, l'objectif général cet instrument légal est de contribuer au développement durable du Mali en mettant en cohérence le dispositif juridique de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, y compris leur utilisation, leur valorisation, leur protection, leur préservation et leur restauration à des fins de développement durable.</b></p> <p><b>Activité 11 : « L'organisation d'une consultation nationale pour l'élaboration d'une note conceptuelle de pérennisation des acquis en vue d'une intégration des liens p-e dans les ODD » dont la finalité est de développer la note conceptuelle d'un nouveau projet pauvreté-environnement pour le Mali n'a pas encore abouti aux résultats escomptés. Le processus de formulation d'une note conceptuelle et d'un document de projet est toujours en cours. Ce nouveau projet pauvreté-environnement une fois formulé, viendra en en appui à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et des cibles prioritaires pour le Mali.</b></p> <p><b>Activité 12 : Un « Renforcement des capacités des collectivités territoriales pour une intégration effective des changements climatiques dans leur PDESC. Ainsi, les dix (10) communes de Kalabancoro, Mountougoula dans le cercle de Kati, de Benkaki dans le cercle</b></p>	<p>Rapports sont disponibles au niveau de la CPS / SEEUDE.</p> <p>Rapport final est disponible</p> <p>Rapport d'analyse de cohérence et le draft avant-projet de Code de l'environnement disponibles</p> <p>Projet de Rapport de démarrage disponible et des rappels réguliers aux consultants pour le respect du calendrier</p> <p>Intégration effective des changements climatiques dans les PDESC en révision de 11 collectivités territoriales</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #008000; color: white; text-align: center;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: #008000;"></td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700; text-align: center;">X</td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td style="background-color: #008000;"></td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000; text-align: center;">X</td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.		Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.	X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.		Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement	X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			
	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			
	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.																			
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement																			
X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.																			

de Banamba et de Dinandougou cercle de Koulikoro (Région de Koulikoro), de Djeguena, de N'torosso et de Karaba dans le cercle de San (Région de Ségou), Sanekuy dans le cercle de Tominian (région de Ségou), Boura cercle de Yorosso (région de Sikasso), Faléa dans le cercle de keniaba (région de Kayes) ont bénéficié « d'un appui technique et financier pour l'intégration effective des changements climatiques dans leurs PDESC. Ces dites communes ainsi que celle de Simby soutenue en 2016 dans le cadre de la collaboration avec UNCDF-Local ramène à **onze (11)** le nombre de **collectivités territoriales ayant renforcé la durabilité environnementale dans la planification et la budgétisation de leur développement.**

**Activité 13 :** Un « **renforcement de capacités techniques des collectivités territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC** », qui a été une activité de formation des acteurs à la base a été entreprise en 2017 dans les communes de Koury, Bellen, Dinandougou et Ntorosso. Ces collectivités territoriales ont acquis les capacités techniques nécessaires pour intégrer la dimension climatique dans leur outil de planification et de budgétisation locales. Au total, on notera l'existence d'une importante expertise pour ces quatre collectivités territoriales composée d'une masse de deux cents quatre-vingt (280) acteurs en charge des questions pauvreté-environnement avec 170 hommes et 110 femmes. Le tableau ci-dessous donne les détails sur les localités concernées, la période de réalisation des formations et le niveau de participation des hommes et femmes.

Rapports de formation des 4 communes sont disponibles en plus des listes de participant s

X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.

Activités programmées	Budget Annuel (FCFA)	PériodeExp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé (%)	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires / Observations
2.1.2. Appui technique et financier à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD	18 850 000	T3- T4	15 420 000	81		N/A	
2.1.3. Appui dans le cadre de la production du rapport national sur l'état de l'environnement du Mali pour la période (2012-2014)	10 050 000	T1-T2-T3-T4	10 000 000	99	Rapport final est disponible		
2.1.6 Appui à l'élaboration du code de l'environnement	57 809 112	T1-T2-T3-T4	4 436 700	8	Rapport provisoire de l'analyse de cohérence des textes sur l'environnement disponible Draf Code disponible	N/A	
2.1.8. Organisation d'une consultation nationale pour l'élaboration d'une note conceptuelle de pérennisation des acquis en vue d'une intégration des liens p-e dans les ODD	12 250 000	T2	2 687 100	22	Rapport de démarrage disponible	N/A	
2.2.1. Appui technique à 15 collectivités territoriales pour l'intégration effective des CC dans leurs PDESC	105 905 627	T1-T2-T3-T4	105 442 744	99	11 collectivités territoriales ont intégré de façon effective des changements climatiques dans leur PDESC et 4 ont vu leur capacité renforcée	N/A	

<i>Produit3</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
<b>Produit 3 : Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud.</b>	Taux de recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre:	10%	Année1:60% Année2:80% Année3:80% Année4:90%
	Nombre de journalistes impliqués.	30	Année1:40 Année2:50 Année3:60 Année4:70

<i>Produit 2</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
<b>Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques macroéconomiques et sectorielles pour une croissance économique durable pro-pauvre</b>	- Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement.	1%	Année 1: 2% Année 2:4% Année3:6% Année4:8%
	- Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur.	0	Année 1:2% Année2:4% Année3:4% Année4:5%
	- Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités	0	Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5
	- Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement	2	Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5

Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs and les résultats à partir des activités entreprises	Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère	Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)												
<p><b>Activité 14 :</b> Dans le cadre de la « mise en œuvre de la stratégie de communication de l'IPE- Mali » ; en vue de renforcer la visibilité des produits et approches de l'IPE, le projet a animé une émission en langue bambara sur le rôle de la femme dans la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles sur la deuxième chaîne de télévision nationale « TM2 », le 08 février 2017. Cette thématique a fait aussi l'objet d'une communication le 25 mars 2017 au cours de la cérémonie de commémoration de la journée de la femme 2017 organisée dans la Commune de Sanankoroba par la gente féminine du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable. Cette manifestation a été l'occasion de présenter la démarche et certains résultats de l'IPE-Mali, notamment par une distribution de dépliants et autres produits au grand public.</p> <p><b>Activité 15 :</b> L' « Appui à la 18<sup>ème</sup> édition Quinzaine de l'Environnement » a été une opportunité de communiquer avec une multitude d'acteurs de développement et de renforcer davantage la visibilité du projet, des produits et approches conformément à la « mise en œuvre de la stratégie de communication de l'IPE- Mali ». En effet, la Quinzaine est un moment privilégiée de communication, de sensibilisation, d'information et d'échanges sur les questions environnementales et de développement durable. En soutien à l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable, une conférence sur le thème de « l'intégration des liens pauvreté environnement, ressources naturelles et changements climatiques dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national, sectoriel et local » a été organisé. Cela a permis de jeter les bases d'une capitalisation de la formation régionale sur le même thème tenue à Dakar du 15 au 18 mai 2017. La rencontre a été animée conjointement avec les participants de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable et de la Direction Nationale de la Planification du Développement. Au total, cent (100) acteurs provenant de l'administration, des collectivités territoriales, de la société civile et des PTFs, dont trente-six (36) journalistes de la presse écrite et orale (TV, radio et journaux) y ont pris part. Dix (10) articles de presse ainsi que le film audiovisuel de l'événement diffusé à la télévision nationale sont disponibles.</p> <p>Par ailleurs, le Projet a apporté un appui technique important à la coordination de la participation du GT/ECC à la cérémonie officielle de démarrage de la Quinzaine de l'Environnement à Mopti le 5 juin 2017 à travers le drafting de l'allocution du chef de file</p>	<p>Mise en œuvre de la stratégie de communication à travers des Interviews, distribution de dépliants et autres produits du projet</p> <p>Rapport, liste de participants sont disponibles</p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="1597 209 1675 284">X</td> <td data-bbox="1675 209 2022 284">Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1597 284 1675 379"></td> <td data-bbox="1675 284 2022 379">Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1597 379 1675 475"></td> <td data-bbox="1675 379 2022 475">Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table> <table border="1"> <tr> <td data-bbox="1597 651 1675 726">X</td> <td data-bbox="1675 651 2022 726">Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1597 726 1675 821"></td> <td data-bbox="1675 726 2022 821">Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1597 821 1675 917"></td> <td data-bbox="1675 821 2022 917">Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.													
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement													
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.													
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.													
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement													
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.													

des PTFs du secteur qui a été livré par Monsieur Maléye DIOP, Directeur Pays Adjoint/ Programme du PNUD.

**Activité 16 :** L'organisation de « l'atelier Régional Afrique de l'Ouest sur la budgétisation de la durabilité environnementale : intégration des liens pauvreté-environnement, ressources naturelles et changements climatiques dans les processus budgétaires au Mali » a résulté par le renforcement de capacités de huit (8) experts du Mali dont cinq (05) de l'administration (Direction Nationale de la Planification du Développement, Direction Générale du Budget, Agence de l'Environnement et du Développement Durable, Direction des Mines et de la Géologie, Cellule Planification et Statistiques du Secteur du Développement Rural) ; deux (02) du projet (CTP et Coordonnatrice) et (01) du Bureau PNUD Mali (Economiste national). Un projet de Plan d'actions a été élaboré et finalisé par les participants de retour de formation en vue d'orienter les actions à entreprendre pour intégrer l'environnement et des changements climatiques dans les processus de planification et de budgétisation au Mali.

**Activité 17 :** A la suite de l'atelier régional de Dakar cité ci-dessus, vingt-cinq (25) représentants provenant de l'Assemblée Nationale, du Haut Conseil des Collectivités, du Fonds de Nations Unies pour l'Équipement (UNDCF/LoCAL) des ministères chargés de l'économie et des finances, de l'environnement, des mines, de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de la population, de solidarité et de l'action humanitaire ont été outillés à travers une formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale. L'objectif global de l'atelier était de fournir les informations et les capacités techniques nécessaires à la prise en compte de la durabilité environnementale aux cadres du Ministère de l'Économie et des Finances, des Cellules de Planification et Statistiques, des départements en charge du développement rural (Agriculture, environnement, mines) ainsi qu'aux décideurs (députés et élus locaux) impliqués dans les processus de planification budgétaire aux niveaux national, sectoriel et local.

**Activité 18 :** La « mise en œuvre du partenariat avec UNCDF/ LOCAL » en 2017 a été marquée par la collaboration dans le cadre du renforcement des capacités nationales pour la budgétisation de la durabilité environnementale et l'intégration effective du changements climatiques et de la gestion durable des ressources naturelles dans le programme de développement économique, social et culturel de la Commune de Simby qui avait été formée en 2015.

Rapport et ordre de mission sont disponibles

X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.

Rapport de formation et plan d'action validé disponibles

X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.

Intégration des CC dans les PDESC des Communes de Simby effectif et de Sandaré au cours de leur révision

X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.

**Activité 19 : La mise en œuvre du partenariat avec la GIZ a porté sur l'institutionnalisation de l'EES (voir plus haut dans le document)**

**Activité 20 : Le Comité National de Pilotage** à mi-parcours du projet a été organisé pour évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations de la huitième session du Comité National de Pilotage de l'IPE-Mali et l'adoption du plan de travail du deuxième semestre 2017. Le CNP a recommandé de :

- faciliter la participation de l'IPE-Mali aux revues sectorielles conjointes du secteur du développement rural;
- demander au MEADD de faire un plaidoyer auprès du ministère des mines pour une meilleure collaboration des services techniques en vue de la capitalisation de l'étude sur les mines et de la formulation du nouveau document de projet ;
- initier une correspondance à la signature du MEADD pour mettre fin au transit des fonds BSI au PNUD.
- poursuivre les efforts pour la mobilisation de ressources en vue d'augmenter l'assiette financière du projet avec l'implication de nouveaux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans les actions du projet ; continuer à rechercher les contacts pour la poursuite du plaidoyer auprès de certaines entités stratégiques telles que l'Assemblée Nationale pour améliorer le financement de l'environnement dans une perspective de développement durable.

**Activité 21 : L'évaluation finale du projet** est en cours. Le consultant international a fourni son rapport de démarrage et partagé ses premiers résultats au cours d'une réunion de débriefing. Le rapport final sera disponible dans le courant du mois de janvier 2018.

Approbation du rapport d'exécution technique et financière du premier semestre 2017 du Projet IPE-Mali

Evaluation du niveau de mise en œuvre des recommandations de la huitième session du Comité National de Pilotage de l'IPE-  
Adoption du plan de travail du deuxième semestre 2017 du projet IPE-Mali

Présentation des premiers résultats  
Rapports de démarrage et provisoire disponibles

X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.

X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
X	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
X	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions.

Activités programmées	Budget Annuel (FCFA)	PériodeExp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé (%)	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées
Formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale à Dakar	5 550 000	T3, T4	2 911 888		Restitution de la formation à Bamako en octobre 2017	
3.1.4 Mise en œuvre du partenariat avec les universités	0	T1, T2, T3, T4				
3.1.5 Mise en œuvre du partenariat avec le projet LOCAL / UNCDF	0	T3, T4	0	0	Intégration des CC dans le PDESC de Simby Processus d'intégration des CC dans le PDESC de Sandaré en cours	
3.1.6 Mise en œuvre du partenariat avec la GIZ	6 000 000	T1, T2, T3, T4	5 466 500	91		
3.2.3 Mise en œuvre de la stratégie de communication d'IPE- Mali	37 650 000	T1, T2, T3, T4	23 147 609	61	Rapport disponible	

**Annexe 4 : État de mise en œuvre du PTA 2017 du projet IPE-Mali au 31 décembre 2017**

Résultats attendus	Activités clés	Etat d'Exécution	Etat de mise en œuvre	Forme de l'appui/bénéficiaires	Observations
<b>RI : Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.</b>	<b>1.1 Appui technique et méthodologique au Ministère en charge de la planification, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement et aux Collectivités Territoriales pour l'intégration des liens pauvreté-Environnement dans les objectifs de planification à moyen et long terme.</b>				
	1.1.1. Appui technique et financier à la CT CSLP pour l'adoption d'une démarche intégrant les liens p-e, le changement climatique et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD	Réalisé	CREDD est aligné aux ODD ODD et cibles prioritaires définis disponibles  Les cadres de l'administration impliqués dans les processus de planification sont capables d'aligner et de prioriser des OOD/cibles prioritaires de leur secteur.	Appui technique à la CT/CSLP (co-facilitation technique avec l'UPS du PNUD)	Appui technique à l'exercice de priorisation des cibles et à la préparation et au déroulement de la mission MAPS. Participation à la mission MAPS, en relation avec IPE-Afrique et le Team Leader Energie-Changements Climatique du Centre Régional des Services du PNUD
	1.1.2 Suivi et rapportage des résultats de l'intégration des liens P-E dans l'UNDAF+/CPD et processus associés du Mali	Réalisé	Contribution au processus de revue à mi-parcours du CPD avec un draft de rapport disponible  Implication au processus de revue à mi-parcours de l'UNDAF+ et membre du groupe de référence	Appui technique au processus inter-agences du Système des Nations Unies au Mali	Rapport de revue de la CPD disponible et partagé  La revue de l'UNDAF+ a été faite
	1.1.3. Révision de l'Etude económico - environnementale	En cours	Rapport provisoire disponible	Appui technique et financier au MEADD (recrutement des consultants et organisation de réunions)	Non soumission du rapport provisoire aux différents comités de validation pour indisponibilité de budget
	1.1.4 Appui à l'élaboration du Code de l'Environnement	En cours	Rapport provisoire disponible	Appui technique et financier au MEADD (recrutement des consultants et organisation de réunions)	Non soumission du rapport provisoire aux différents comités de validation pour indisponibilité de budget
	1.1.6. Appui au MEADD pour l'institutionnalisation des évaluations environnementales stratégiques	Presque bouclé	Trois (03) avant-projets de décrets et de trois (03) guides relatifs aux évaluations environnementales (EES, EIES et audit environnemental) validés par le Conseil National de l'Environnement disponibles.	Appui technique et financier au MEADD (recrutement des consultants et organisation de réunions)	Processus d'adoption en Conseil des Ministres. Mise en œuvre dans le cadre du partenariat avec la GIZ
<b>1.2. Développement des capacités institutionnelles au niveau des institutions publiques (directions centrales, Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social et autres institutions) pour l'intégration des liens pauvreté-environnement, changement climatique et l'approche genre dans leurs plans de travail et agendas.</b>					

	1.2.1. Appui au Ministère de l'Agriculture pour la mise en œuvre des recommandations de l'EES de la PDA	En cours	Rencontre avec les acteurs de la CPS/SDR pour la restitution des recommandations de l'EES PDA	Appui technique et financier	Contacts établis et à renforcer pour fixer les points d'appuis qui sont sollicités par le secteur
	1.2.2. Appui au Ministère en charge des Mines pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans la politique minière	Réalisé	Intégration effective du genre, de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, de la responsabilité sociale des entreprises dans le plan d'actions de la Politique de Développement du secteur minier	Appui technique avec la collaboration d'un consultant	La politique de développement du secteur minier et son plan d'actions sont en cours d'adoption par le Gouvernement du Mali.
	<b>1.3. Renforcement des mécanismes de coordination intra et inter sectorielle au niveau national pour la gestion durable des ressources naturelles et environnementales.</b>				
	Activité 1.3.1. Participation régulière aux travaux des groupes PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires	En cours	Appui technique pour une meilleure coordination/communication des initiatives des PTFs pour une meilleure prise en compte des questions des CC et de la dimension environnementales dans le processus de développement	Appui technique au GT/ECC (production de notes commune, document d'orientation commune et coordination d'actions communes)	RAS
	1.3.2. Organisation de la réunion de haut niveau avec les partenaires techniques et financiers du Mali sur l'approche méthodologique, la stratégie, les résultats et leçons apprises pour accroître la visibilité de l'IPE/Mali.	Pas d'action	TDR sont disponibles	Appui financier au MEADD	Une activité de ce genre est prise en compte dans le processus de formulation du nouveau projet IPE-Mali.
<b>R2 : Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.</b>	<b>2.1. Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour l'amélioration des processus de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre.</b>				
	2.1.1. Appui technique et financier à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD	Réalisé	Rapports sont disponibles	Appui technique et financier à la CPS SEEUDE	Résultats de cette études sont mis à la disposition de la CPS / SEEUDE
	<b>2.2. Développement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte du Changement Climatique (adaptation et atténuation) dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local.</b>				
	2.2.1. Appui technique à 26 collectivités territoriales formées en 2015-2016 pour l'intégration effective des CC dans leurs PDESC	Partiellement Réalisé	(11) collectivités territoriales ont intégré de façon effective les changements climatiques dans leur PDESC en révision.	Appui technique et financier aux collectivités territoriales demanderesse sur la base de critères définis dont l'état de pauvreté	Insuffisance de budget pour prendre en charge toutes les communes qui ont bénéficié la formation pour la prise en compte des changements climatiques dans les PDSEC.

	2.2.2. Organisation de sessions de formation pour la prise en compte des changements climatiques dans les PDSEC de 15 collectivités territoriales	Partiellement Réalisé	Quatre (4) collectivités territoriales capables d'intégrer les CC dans leur PDESC.		
<b>R3: Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud.</b>	<b>3.1. Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.</b>				
	3.1.1. Organisation d'une consultation nationale pour l'élaboration d'une note conceptuelle de pérennisation des acquis en vue d'une intégration des liens p-e dans les ODD	En cours	Rapport provisoire en attente	Appui technique et financier au MEADD	Rappel régulier des consultants pour le respect du calendrier établi
	3.1.2. Organisation d'un voyage d'études et d'échanges au Mozambique sur la codification des composantes environnementales	Non exécuté			<b>Supprimer du PTA</b>
	3.1.3 Participation à la Réunion régionale Afrique de l'IPE-Afrique	Non exécuté			Réunion prévue début 2018
	Formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale à Dakar	Réalisée		Renforcement de capacités technique de huit (08) experts du Mali.	Activité non prévue dans le PTA validée car décidée après le COPIL. Une première restitution des résultats de cette réunion régionale est faite par les bénéficiaires lors de la 18 <sup>ème</sup> édition de la quinzaine de l'environnement. Atelier national de restitution faite en en octobre 2017 avec la participation de représentants plus d'une vingtaine de structures nationales.
	3.1.4 Mise en œuvre du partenariat avec les universités	Non réalisée	Seule l'Université des Sciences, des Techniques des Technologies de Bamako a formalisé son partenariat avec l'IPE-Mali	Le projet est en attente de la confirmation des autres universités	Activité supprimée sur recommandation du COPIL du 26 septembre 2017
3.1.5 Mise en œuvre du partenariat avec le projet LOCAL / UNCDF	<b>Réalisé</b>	Intégration effective des changements climatiques dans les PDESC pour la commune Simby. Processus en cours pour la Commune de Sandaré.		Intégration effective de changement climatique dans leurs PDESC en révision	

			Participation aux ateliers régional et national de formation sur la budgétisation de la durabilité environnement		
	3.1.6 Mise en œuvre du partenariat avec la GIZ	Réalisé	Voir point sur les EES	Appui technique et financier conjoint au MEADD	Ce partenariat est effectif.
<b>3.2. Réalisation de produits communicationnels (films documentaires, CD Roms, fiches synthèses, photographie, posters, etc..) sur les liens pauvreté et environnement, le changement climatique, la comptabilité du capital naturel, le genre et la stratégie de leur intégration dans les politiques de développement.</b>					
	3.2.1. Mise en œuvre de la stratégie de communication d'IPE- Mali	Réalisée	Animation d'une émission en langue bambara sur le rôle de la femme dans la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles sur la deuxième chaîne de télévision nationale généraliste publique du Mali « TM2 », Distribution des dépliants et autres produits aux différents acteurs du projet et présentation au cours de la journée internationale de la femme Organisation d'une conférence à la 18 <sup>ème</sup> édition de la Quinzaine de l'Environnement	Appui technique et financiers au MEADD	Cette activité continue se mène tous les jours pour une meilleure visibilité des résultats du projet avec la distribution des dépliants, des rapports d'études sur clés USB ou CD-ROM aux partenaires et grand public.

## Annexe 5: Matrice de rapportage des performances techniques de l'année 2017

Produit 1: Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.					
Indicateurs	Ligne de base	Cible Année 4	Niveau de réalisation en 2017	Sources de données	Observations
1. Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités	100	120	216	Registre du projet	
2. Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate	10	10	-	-	Pas de nouvelle politique engagée
3. Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.	1	2	-	-	
4. Nombre de champions IPE actifs par secteur	2	5	N/A	N/A	Cet indicateur identifié dans le PRODOC n'a pas été retenu dans le cadre de la revue interne de l'IPE-Mali.
5. Axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement	30%	N/A	N/A	N/A	La cible pour l'année 4 n'est pas définie. Ce qui se comprend car l'intégration des liens p-e une fois effective l'UNDAF/CPD, il n'y a pas nécessité de définir une cible. Il s'agira plutôt de suivre la mise en œuvre.
6. Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.	2	5	N/A	N/A	Cet indicateur identifié dans le PRODOC n'a pas été retenu dans le cadre de la revue interne de l'IPE-Mali
7. Collectivités territoriales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets	0	5	11	Rapports d'ateliers de formation des communes de Koury, Bellen, Ntorosso et Dinandougou Rapports d'ateliers de planification des PDESC des Communes de Kalabancoro, Mountougoula, de Benkaki de Dinandougou, de Djeguena, de N'torosso et de Karaba, Sanekuy, Boura, Faléa PDSEC de Simby	Les communes Kalabancoro, Mountougoula, de Benkaki de Dinandougou, de Djeguena, de N'torosso et de Karaba, Sanekuy, Boura, Faléa et de Simby ont intégré les CC dans leur PDESC en révision

<b>Produit 2: Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.</b>					
1. Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement	1%	8%	9,47 %	-	Les rapports d'actualisation du CDMT du SEEUDE sont disponibles.
2. Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur	0	5 %	N/A		Cet indicateur identifié dans le PRODOC n'a pas été retenu dans le cadre de la revue interne de l'IPE-Mali
3. Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités	0	5	0		Cet indicateur identifié dans le PRODOC n'a pas été retenu dans le cadre de la revue interne de l'IPE-Mali
4. Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement	2	5	0		Cet indicateur identifié dans le PRODOC n'a pas été retenu dans le cadre de la revue interne de l'IPE-Mali
<b>Produit 3: Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud –Sud</b>					
1.% des recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre	10%	90%	100%	-	Formation sur la budgétisation réalisée. Finalisation du Plan d'Actions en Aout 2017
Nombre de journalistes impliqués	30	70	95	Liste de participants	

## Annexe 6: Renforcement des capacités année 2017

Pays	Formation/ Atelier	Thèmes	Dates	Groupes cibles	Nombre des participants		
					Femmes	Hommes	Total
<b>Mali</b>	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune de Koury (Cercle de Yorosso), Région de Sikasso	16-17 février	Elus locaux, représentants des structures étatiques, des organisations de la société civile de la commune, des communautés villageoises, d'organisations faitières, de projet de développement intervenant dans la localité.	26	44	70
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune Bellen (Cercle de segou) Région de Ségou	20-21 février	Elus locaux, représentants des structures étatiques, des organisations de la société civile de la commune, des communautés villageoises, d'organisations faitières, de projet de développement intervenant dans la localité.	29	41	70
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune de N'Torosso (Cercle de Ségou), Région de Ségou	02-03 mars	Elus locaux, représentants des structures étatiques, des organisations de la société civile de la commune, des communautés villageoises, d'organisations faitières, de projet de développement intervenant dans la localité.	31	39	70
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune Boron(Cercle de Banamba), Région de Koulikoro	28-29mars	Elus locaux, représentants des structures étatiques, des organisations de la société civile de la commune, des communautés villageoises, d'organisations faitières, de projet de développement intervenant dans la localité.	24	46	70
	Renforcement des capacités	Atelier national de formation sur la budgétisation de la durabilité environnementale	31 octobre au 03 novembre	Agents de 18 structures l'administration, élus locaux et parlementaires	8	17	25
<b>Total</b>					<b>118</b>	<b>187</b>	<b>305</b>



European Union



NORWEGIAN MINISTRY  
OF FOREIGN AFFAIRS

Norwegian Ministry of Foreign Affairs



Spanish Ministry of Foreign Affairs and Cooperation



Swedish International Development Cooperation



UKaid  
from the British people

UK Department for International Development